

**Guillaume Stankiewicz****Les relations entre le champ sociologique français et les champs limitrophes au travers d'une trajectoire individuelle : le cas de Jean Stoetzel**

L'oubli assez large dans lequel est tombée l'œuvre de Jean Stoetzel, que l'on mentionne en général comme le premier importateur des sondages d'opinions en France, pourrait conduire à sous estimer le rôle qu'il a pu jouer dans l'histoire de la discipline. Sa trajectoire permet en effet d'appréhender l'évolution du champ sociologique français des années 30 (l'époque de sa formation) aux années 70 ainsi que la relation de ce champ à d'autres univers sociaux. On peut, au sujet du parcours de J. Stoetzel, parler d'« ambiguïté structurale » et ce sur deux plans : au plan intellectuel, ses productions et ses prises de positions semblent partagées entre positivisme revendiqué et fidélité à une philosophie spiritualiste et personnaliste d'inspiration catholique ; sur un plan institutionnel, il va accumuler tout au long de sa carrière les positions de pouvoir dans le monde de la recherche et à l'université (pour laquelle il manifestera toujours un attachement souvent qualifié par ses proches de « religieux ») tout en mettant les techniques dérivées des sciences sociales d'inspiration américaine qu'il s'attache à promouvoir au service des fractions « modernistes » du patronat et de la haute administration.

*L'espace des possibles dans les années 30*  
Tout se passe comme si ce positionnement particulier trouvait son origine dans la

structure de l'espace des positions intellectuelles dans les années 30, et plus précisément dans la double alternative qui s'offre alors à un jeune normalien agrégé de philosophie.

On peut schématiquement considérer que les débats académiques restent très largement structurés autour de l'opposition paradigmatique entre différentes formes de philosophie spiritualiste et une certaine attitude positiviste que l'on retrouve aussi bien chez les psychologues continuateurs de Théodule Ribot comme Georges Dumas ou Pierre Janet ou encore chez les tenants d'un strict déterminisme physiologique comme Henri Piéron que dans un durkheimisme en déclin et en partie routinisé. A l'opposé sous le terme générique de spiritualisme (ici pris dans une acception assez lâche) on inclura aussi bien des spiritualistes au sens strict que des intellectuels (souvent inspirés par le catholicisme) hostiles à l'importation du paradigme scientifique dans les humanités (on citera bien entendu Bergson mais aussi des philosophes plus jeunes comme Etienne Gilson, René Le Senne, Louis Lavelle, Gabriel Marcel...). Toutefois, dans les années 30, l'espace des possibles ne se limite pas aux positions académiques. Comme l'ont montré Christophe Charle et Johan Heilbron, l'évolution morphologique du champ intellectuel porte la génération intellectuelle des années 30 à rejeter une université devenue difficilement accessible et à manifester une certaine humeur anti-institutionnelle<sup>1</sup>. Beaucoup rompent alors avec les problématiques et les découpages disciplinaires traditionnels et mettent en œuvre des stratégies de reconversion en marge des parcours universitaires balisés.

Face à cette double alternative (positivisme ou spiritualisme, université ou reconversion), le trait principal du parcours de J. Stoetzel semble être de « ne pas choisir », c'est-à-dire

---

<sup>1</sup> C. Charle, *La République des universitaires*, Paris, Seuil, 1994 ; J. Heilbron, « Les métamorphoses du durkheimisme 1920-1940 », *Revue française de sociologie*, XXVI, 1985, pp. 203-237.

de toujours chercher à se maintenir sur une position intermédiaire.

#### *Origine sociale et trajectoire scolaire*

D'origine relativement modeste, J. Stoetzel effectue un parcours scolaire d'excellence. Il naît en 1910 dans un milieu catholique et conservateur d'un père receveur des postes à Saint-Dié, petite ville des Vosges. Très tôt repéré comme un élève brillant, particulièrement en ce qui concerne la philosophie et les humanités, il entre en classe de khâgne au prestigieux lycée Louis-le-Grand à Paris et se dirige vers une carrière universitaire. Mais « à la surprise générale » (selon son ami le géographe Louis Chevalier), il échoue par deux fois au concours d'entrée de l'Ecole normale supérieure de la rue d'Ulm et n'y entre qu'à l'âge de 22 ans. De même, il échouera par deux fois à l'agrégation de philosophie qu'il n'obtiendra qu'en 1937. C'est à cette époque qu'il commence à s'écarter du parcours habituel aux normaliens philosophes : perçu comme « un littéraire original » (selon son ami Pierre Lelong, lui aussi normalien et futur co-fondateur de l'IFOP), partagé entre son attachement aux humanités et à la philosophie (Bergson, Gilson, Malebranche, Berkeley, etc.) et sont goût pour des auteurs et matières moins usitées (Gabriel Tarde, Gustave Le Bon, les statistiques, la publicité<sup>2</sup>, etc.). Progressivement, J. Stoetzel prend donc des distances vis-à-vis de la philosophie, jusqu'à nourrir un certain ressentiment à l'égard de ceux qu'il ne considère plus que comme des « phraseurs ».

#### *Stratégies de reconversion*

Ainsi, proche en cela de nombre d'intellectuels de sa génération, il semble s'éloigner des disciplines canoniques voire de l'université. Il entre au Centre de documentation sociale de l'ENS où il côtoie

plusieurs jeunes sociologues qui comme lui rompent avec le durkheimisme (Raymond Aron, Georges Friedmann, etc.). Il effectue en 1937 un voyage aux Etats-Unis au cours duquel il se familiarise avec les sciences sociales américaines (GW Allport, GH Mead, le concept d'« attitudes », etc.). C'est sous l'influence de George Gallup qu'il a très brièvement rencontré à cette occasion qu'en 1938 il fonde l'IFOP avec quelques amis et peu moyen. Il est également à cette époque proche des différents courants « non-conformistes » dont il partage la volonté de concilier la science et un « humanisme » souvent d'inspiration chrétienne : il côtoie Jean Coutrot ou encore Daniel-Rops, travaille dans le cadre de la CEGOS (Commission générale de l'organisation scientifique, organisme patronal créé en 1926 pour diffuser les techniques de rationalisation du travail), etc. Il est également à noter qu'il rejoint au début 1942 la Fondation Alexis Carrel où il anime une équipe « psychologie sociale » très active.

Mais parallèlement et à première vue paradoxalement, il poursuit une trajectoire académique « classique », travaillant à sa thèse sous la direction de Maurice Halbwachs et enseignant la philosophie dans des lycées de province tout au long de la période d'occupation.

#### *Entre positivisme et spiritualisme*

Intellectuellement on l'a vu, J. Stoetzel semble occuper une position de porte-à-faux : catholique et conservateur, il est porté (comme beaucoup d'intellectuels de sa génération) à rejeter toute posture positiviste (et en particulier la sociologie durkheimienne), posture vers laquelle le porte cependant sa haine des « théoriciens » et plus largement son hostilité croissante vis-à-vis de la philosophie. A l'instar de beaucoup d'intellectuels de cette époque qui dans la lignée du Bergson des *Deux sources de la morale et de la religion* investissent le terrain de la science (et en particulier celui des sciences humaines) pour en produire une version « acceptable » plutôt que de s'y

<sup>2</sup> Il présente en 1934 sous la direction de Georges Dumas, un mémoire de DES (diplôme d'étude supérieure) consacré à la « Psychologie de la réclame ».

opposer frontalement, il va devoir construire une position qui lui permettra de concilier des dispositions a priori contradictoires.

C'est ce qu'on observe notamment dans la forme qu'il donne à la psychologie sociale, discipline qu'il sera le premier à enseigner en France à la Sorbonne à partir de 1955. Présentée comme un dépassement de l'opposition entre une sociologie trop déterministe et trop « rigide » et une psychologie trop abstraite, la psychologie sociale prend pour objet « la personne humaine », l'individu inscrit dans un groupe et apparaît comme une reformulation savante du modèle de « troisième voie » caractéristique des courants intellectuels des années 30 et notamment du personnalisme qui apparaît comme une des références principales, encore qu'implicite, de J. Stoetzel<sup>3</sup>.

#### *Entre université et ingénierie sociale*

Parallèlement, la trajectoire de J. Stoetzel continue après la guerre de se développer dans deux directions a priori contradictoires. L'IFOP, qui a rencontré peu d'échos avant-guerre, se tourne avec un certain succès vers les études de marché, conclue un accord avec le journal *France soir*, reçoit le soutien de Gallup et de l'Unesco et remporte à partir des années 1960 ses premiers succès dans le champ politique. J. Stoetzel est également proche des fractions modernistes du patronat : en 1954, il participe au lancement de l'ADETEM (Association pour le développement des techniques de marketing) ; en 1959, il est membre du comité de direction de la revue *Humanisme et entreprise* ; en 1968 il tente (sans succès) de lancer un école d'ingénieurs en sciences sociales, etc. Il appartient pleinement à la nébuleuse d'intellectuels, de grands patrons, de hauts fonctionnaires de l'après-guerre, marqués par les thèmes des années 1930 (planisme, personnalisme, « humanisme », 3<sup>ème</sup> voie, etc.) et participe du mouvement planificateur

qu'elle impulse : l'IFOP réalise dès les années 1950 des enquêtes pour le compte du Commissariat général au Plan ; entre 1962 et 1966 il dirige le CADES (Comité d'action démographique et social) et en 1966, il devient membre du CREDOC (Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie) qui est également une émanation du Plan, etc. Proche du pouvoir gaulliste (notamment de son ami Georges Pompidou), il est, dans le cadre de divers ministères, membre de nombreux comités ou commissions scientifiques (qui souvent commandent des enquêtes à l'IFOP) et effectue de nombreuses missions à l'étranger. Dans la continuité de la Fondation Alexis Carrel, il continue à diriger à l'INED son équipe de psychologie sociale et est même un temps pressenti pour succéder à Alfred Sauvy en 1962.

Alors qu'il mène une carrière accomplie d'« ingénieur social », J. Stoetzel continue cependant à manifester une adhésion totale à l'université et à ses valeurs. Il y accumule (ainsi que dans le monde de la recherche) les positions de pouvoir et les honneurs. De 1945 à 1955, il occupe la chaire de sciences sociales à l'université de Bordeaux. Dès 1945, il enseigne également à l'IEP de Paris. En 1946, il entre au comité national du CNRS. Dans les années 1960, J. Stoetzel apparaît comme le « patron » de la sociologie française : professeur à la Sorbonne depuis 1955, il est également membre du Comité consultatif des universités et il exerce également un grand pouvoir sur la plupart des leviers de la recherche (CNRS, DGRST, Unesco, etc.) à l'exception de la 6<sup>ème</sup> section de l'EPHE qui lui reste étrangère.

Ce positionnement ambiguë se retrouve dans les témoignages au sujet de J. Stoetzel tour à tour décrit comme un expert, un « homme d'action » moderniste et américanophile rejetant tout questionnement théorique puis comme un professeur traditionaliste, « mandarin » attaché aux traditions universitaires, pédagogue dévoué goûtant les honneurs. Il semble même dans une certaine mesure jouer de cette double appartenance

<sup>3</sup> Voir notamment son travail de thèse *Théorie des opinions*, Paris, PUF, 1943.

Guillaume Stankiewicz - Les relations entre le champ sociologique français et les champs  
limitrophes au travers d'une trajectoire individuelle : le cas de Jean Stoetzel

pour subvertir les hiérarchies propres aux mondes sociaux dont il est partie prenante.

Il apparaît toutefois que l'évolution des différents champs dans lesquels il est engagé rend sa position de plus en plus difficile à tenir à partir de la fin des années 60. Si au moment de la révolte étudiante de Mai 68, il est attaqué en tant que « mandarin », sa position est également fragilisée par le fait que cette crise marque l'abandon du projet des fractions modernistes du patronat et de la haute administration de mobiliser l'université au service de l'économie<sup>4</sup> ; la position de J. Stoetzel perd alors de son intérêt stratégique. De manière pour ainsi dire symétrique, il est en 1979 exclu de l'IFOP, ses scrupules d'universitaires et sa conception de métier de « sondeur » paraissant anachroniques dans un secteur de plus en plus concurrentiel et ouvertement commercial.

---

<sup>4</sup> L. Boltanski, *Les cadres*, Paris, Les Editions de Minuit, 1982, pp. 358-364.